



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

projet de loi de finances pour 2019

Question au Gouvernement n° 1175

Texte de la question

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2019

M. le président. La parole est à Mme Bénédicte Peyrol, pour le groupe La République en marche.

Mme Bénédicte Peyrol. Monsieur le ministre de l'économie et des finances, chaque année, les débats budgétaires passionnent notre assemblée. Nous débattons en nous opposant des cohortes de chiffres, dans des batailles où les arguments employés sont souvent sibyllins. Sortons de la complexité qui éloigne nos concitoyens et donne de la réalité l'image d'un labyrinthe. Nous tenons à affirmer que notre majorité porte un budget fait pour les Français au travers d'actions fortes et de choix politiques assumés. Ces actions portent toutes le sceau de la cohérence et du maintien du cap engagé, selon deux axes principaux : d'une part, l'émancipation par un travail qui rémunère mieux et des investissements massifs dans la formation ; d'autre part, la protection des Français et le rassemblement, par l'augmentation, en particulier, du budget de la défense et des crédits alloués à la solidarité et à l'égalité des chances.

Ce budget est le résultat de choix politiques courageux, loin des tentatives faites çà et là de diviser le pays, entre ses jeunes et ses retraités, ses urbains et ses ruraux. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*) Ces choix sont ceux d'une France qui veut reprendre son destin en main et préparer l'avenir...

M. Fabien Di Filippo. Avec 100 milliards de déficit !

Mme Bénédicte Peyrol. ...en renforçant le pouvoir d'achat des Français, en soutenant nos entreprises, en assumant nos défis climatiques, notamment par une fiscalité écologique ambitieuse et nécessaire. Si diviser rassemble les oppositions, sachez que, pour nous, ce budget propose au contraire un dessein commun, celui de fédérer les Français autour d'un cap qui n'est pas sans rappeler le mythe d'Icare et de son père Dédale. (*Murmures sur les bancs du groupe LR.*) D'aucuns, ici, s'enferment dans des promesses flatteuses mais contradictoires, sans hauteur de vues : ceux-là restent piégés dans le labyrinthe. D'autres ont pour doctrine de faire croire que le soleil est à portée de main, en formant des promesses aveugles et irraisonnées, qui provoquent la chute : ceux-là sont Icare. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

M. Pierre Cordier. C'est lourd !

Mme Bénédicte Peyrol. Aussi, monsieur le ministre, ma question est simple : ce budget sera-t-il celui de Dédale, autrement dit un budget aux conséquences justes pour le quotidien des Français ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur quelques bancs du groupe MODEM.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

M. Pierre Cordier. Membre du PS !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics*. Madame la députée, vous avez raison de dire que ce budget est un budget de choix, qu'il est cohérent et marqué par la constance des engagements du Gouvernement et du Président de la République. Ce budget permet, d'abord, de tenir les engagements pris devant l'Union européenne. Comme l'a rappelé le ministre de l'économie et des finances à l'instant, le déficit public sera de 1,9 % : c'est la première fois, depuis dix ans, que le déficit public sera, au cours d'une période de trois années successives, inférieur au seuil de 3 %, permettant ainsi à la France de respecter durablement les engagements contractés de longue date dans le cadre communautaire.

C'est le budget des engagements tenus vis-à-vis de nos partenaires, notamment des collectivités locales (*Exclamations sur quelques bancs du groupe LR*)...

Un député du groupe LR . Sans l'argent !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État*puisque la totalité des dotations à leur profit seront maintenues – les concours aux collectivités vont même légèrement progresser.

C'est un budget qui permet de respecter les engagements du Président de la République, avec un investissement massif pour mieux rémunérer le travail par la mise en application en année pleine des allègements de charges, la désocialisation des heures supplémentaires et l'augmentation, en 2019 comme en 2018, de la prime d'activité.

C'est un budget qui permet de tenir les engagements vis-à-vis des plus fragiles, grâce à l'augmentation des minima sociaux.

M. Fabien Roussel. C'est le budget des riches !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État* . C'est aussi un budget qui permet d'investir dans les priorités de notre pays (*Exclamations sur les bancs des groupes LR et GDR*), avec 1,2 milliard d'euros supplémentaire pour l'éducation nationale et l'enseignement supérieur...

M. Pierre-Henri Dumont. Il ne faudra pas voter contre, cette fois-ci !

M. Olivier Dussopt, *secrétaire d'État*1,7 milliard supplémentaire pour la défense, plus de 700 millions de plus pour les budgets de l'intérieur et de la justice, et enfin plus de 1 milliard de crédits supplémentaires pour la transition énergétique, l'environnement et les transports.

Cela montre qu'on peut être rigoureux en matière budgétaire, tenir nos engagements, garder le cap et servir les Français. Ce budget, madame la députée – cela a été dit avant moi – fait la fierté du Gouvernement, et demain, j'en suis sûr, il fera celle de la majorité parlementaire. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM et sur plusieurs bancs du groupe MODEM.*)

Données clés

Auteur : [Mme Bénédicte Peyrol](#)

Circonscription : Allier (3^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1175

Rubrique : Finances publiques

Ministère interrogé : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Ministère attributaire : Action et comptes publics (M. le SE auprès du ministre)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [27 septembre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [27 septembre 2018](#)